

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 24 septembre 2018

Contre le chômage... haro sur les chômeurs ?

Le gouvernement a dévoilé les grandes lignes de la prochaine réforme de l'assurance-chômage. « *Tout est ouvert* » à la négociation, dit la ministre du Travail... tant que cela permet de réaliser entre 3 et 4 milliards d'économies supplémentaires en trois ans. Les réformes envisagées sont toutes synonymes de baisse des droits pour les chômeurs.

Il n'y a qu'à « traverser la rue » ?

Pour ce gouvernement comme pour les précédents, les seuls responsables du chômage seraient... les chômeurs. « *Si vous êtes prêt et motivé, dans l'hôtellerie, les cafés, la restauration, dans le bâtiment (...), du travail, je traverse la rue et je vous en trouve* » a récemment balancé Macron à un jeune horticulteur au chômage. De quoi prendre la rue, plutôt que la traverser.

Non. Les responsables du chômage, ce sont les employeurs, et en premier lieu les patrons des grandes entreprises qui ne cessent de licencier ou de supprimer des emplois, se contentant de recourir à la sous-traitance ou à des contrats précaires. En 2017, plus de 90 % des embauches ont été faites sous forme de CDD, dont 80 % de moins d'un mois.

Personnes « en activité réduite » : encore trop riches au goût de Macron

« *Permittents* » : c'est le nouveau nom pour désigner ces chômeurs « *en activité réduite* » cumulant emploi et allocation. Leur nombre a explosé, augmentant de 60 % entre 2012 et 2017. Ils sont 1,7 million à aligner les contrats courts (280 000 sont en contrat de moins d'un mois !). Le gouvernement voudrait revenir sur ce cumul. Il entend aussi supprimer le dispositif permettant à une personne ayant plusieurs employeurs (une aide à domicile, par exemple) de toucher une allocation lorsqu'elle perd un contrat.

Macron veut faire payer ceux qui galèrent en cumulant plusieurs petits emplois. Mais si les salaires étaient suffisamment élevés, un seul emploi temps plein suffirait et il n'y aurait pas besoin de complément.

Le gouvernement veut aussi réviser les règles de calcul pour réduire encore les indemnités de chômage, rendre les allocations plus dégressives dans le temps. Et il entend modifier encore à la baisse la notion (déjà mensongère) « *d'offre raisonnable d'emploi* » qu'un chômeur n'a pas le droit de refuser sous peine de perdre ses allocations. Il faudrait accepter la première offre de Pôle emploi, même la plus pourrie, la moins bien payée, loin de chez soi.

En revanche, le « *bonus-malus* » sur les taxes patronales, que le gouvernement avait évoqué pour pénaliser les entreprises abusant des contrats courts, est déjà en train de partir dans les brumes.

Des attaques qui appellent une riposte d'ensemble

Ces attaques contre les chômeurs visent l'ensemble des travailleurs. Après les lois qui facilitent les licenciements, la hausse de la CSG qui affecte de nombreux retraités, ou la réforme d'ores et déjà annoncée sur les retraites, le gouvernement poursuit sa guerre de classe.

Parallèlement, il accélère sa politique de suppression d'emplois publics, avec 120 000 fonctionnaires en moins d'ici 2022, dont 2 600 suppressions de postes dans l'enseignement secondaire en 2019. Les emplois aidés, déjà passés de 450 000 à 200 000 l'an dernier, devraient à nouveau être divisés par deux l'an prochain. Une manière bien étrange de lutter contre le chômage.

Il faut une réponse à l'échelle de l'ensemble du monde du travail. Le 9 octobre, plusieurs confédérations syndicales appellent à une journée de grève interprofessionnelle, public-privé. C'est une première occasion d'occuper « la rue ». Et surtout de préparer sérieusement la suite : le véritable affrontement tous ensemble contre la politique du gouvernement et du patronat.

Touche pas à nos bus !

Jeudi dernier, la direction a déclaré vouloir modifier beaucoup lignes de bus. Dès le 1^{er} octobre elle veut fusionner des lignes et supprimer de nombreux arrêts. Elle va même jusqu'à faire disparaître des bus pour des retours du matin et du soir : pour certains, ça va être l'horreur pour revenir chez soi en train. Elle ne laisse que quelques jours aux salariés pour se préparer : qu'importe s'ils n'ont pas de voiture ou de permis.

Les salariés vont galérer encore plus pour prendre leurs transports, les trajets vont être rallongés. Avec moins d'arrêts, certains auront 30 à 40 minutes de marche en plus à faire vers 3 h du matin (dans des coins réputés pour leur insécurité), d'autres devront se garer près des nouveaux arrêts dans des zones payantes.

On passe déjà suffisamment de temps à l'usine, hors de question d'en consacrer encore plus pour y venir !

Pour le maintien de toutes les lignes et arrêts !

Avec 1,7 milliards d'euros gagnés en 6 mois, PSA a les moyens de maintenir ou d'améliorer les moyens de transports (et même de nous payer le taxi !). En supprimant à nouveau des arrêts et des lignes, la direction cherche à pousser à la démission des salariés, elle sait que ce sera invivable : 7h40 d'usine et 4 heures de transports par jour, pendant 5 ou 6 jours par semaine.

Unis, nous avons les moyens de la faire reculer !

N'écoutez pas les andouilles, tirez ANDON !

Aux secteurs Habillage Moteur et MV1, la direction conseille d'actionner l'outil industriel ANDON en cas de mauvais enlignement. Pourtant la hiérarchie l'interdit partout ! Certains chefs ne veulent pas être en porte-à-faux avec le RF, ils font donc pression pour réarmer.

Nous n'hésiterons plus à le tirer, y compris pour le Premium, la direction s'arrangera avec ses larbins.

PSA : d'aussi radin, il n'y en a pas deux

Depuis plus de dix jours, la Retouche au Montage a prêté son poste de soudure au Ferrage pour retoucher des 208 qui avaient une pièce de ceinture arrière inversée. Mais ensuite, un défaut de soudure au Ferrage a empêché de monter la ceinture arrière. Résultat : une bonne trentaine de 208 invendables, à la charge des retoucheurs du Ferrage. Mais à la Retouche Montage : plus de poste à souder, donc plus de soudures.

Tous les petits garages ont un poste à soudure. Dans notre petite usine, on n'a pas les moyens d'en avoir 2.

Week-end bloqué...

Vendredi, seulement 2 jours avant, la direction a annoncé l'annulation de la séance de dimanche dernier pour toute l'usine, et celle du samedi à l'Emboutissage. En résumé la direction ne se fatigue pas, elle programme quasiment tous les samedis et dimanches, puis les supprime quand ça lui chante. Elle nous bloque de cette manière nos pour travailler (souvent gratuitement) ou pour rien...

... Week-end pourri

Samedi dernier l'équipe 12 a travaillé, mais la direction n'avait pas fait venir certains bus pour le retour. Les salariés ont galéré, les dirigeants de l'usine, eux, étaient tranquillement chez eux en week-end.

Nous aussi on peut pourrir la vie à la direction si on s'organise. Sans notre travail il n'y a pas de bagnoles, donc pas de fric pour les riches. Il faudrait leur rappeler.

Opération portes ouvertes (vers la sortie)

Selon les chiffres officiels de la direction, depuis le 1^{er} janvier, elle a licencié 11 salariés pour inaptitude, et ça continue. Que les salariés soient esquinés à plus de 50 ans, et à cause de ses lignes de production, elle s'en fiche. Elle fait la chasse à ceux qui ont des handicaps et restrictions médicales avant de s'attaquer aux autres salariés valides. Avec ou sans restriction médicales, dans cette usine, il y a du travail pour tout le monde, nous avons tous intérêt à être solidaires contre la direction.

Prison break

La direction a décidé de supprimer des lieux aménagés par les salariés eux-mêmes où nous avons pris l'habitude de prendre nos pauses fraternellement depuis des années. Elle veut aussi partout restreindre l'utilisation des cafetières, bouilloires électriques et plaques chauffantes. Au B2, elle a déjà supprimé les salles UEP, et les ouvriers doivent manger au bord des lignes sur des tables salies par de la fiente de pigeon ou des poils de chats de gouttières.

Exigeons des salles de repos correctes et qu'on nous fiche la paix, surtout quand on est en pause !

PSA-Opel : externaliser pour mieux exploiter

Non content de supprimer des milliers d'emplois dans les usines Opel d'ici à 2020, PSA-Opel a annoncé l'externalisation du centre de R&D de Rüsselsheim en Allemagne et le transfert de 2 000 salariés chez le prestataire Segula. Sa promesse ne pas supprimer d'emplois avant 2023 n'engage que ceux qui y croient...

C'est une attaque contre tous les salariés du groupe. En sous-traitant ses activités, PSA impose aux travailleurs en Allemagne un statut plus précaire. Ceux-ci seront mis en concurrence avec ceux de PSA en France pour tirer les salaires et les conditions de travail de tous à la baisse. La seule solution c'est de se battre tous ensemble pour les mêmes droits.

Ford Blanquefort : Une manifestation réussie !

Samedi dernier les salariés de l'usine Ford Blanquefort (près de Bordeaux) ont manifesté contre la fermeture annoncée de leur site pour 2019 ! 800 personnes défilaient avec eux dont des travailleurs de Ford Cologne, de Saarlouis ou encore d'Espagne, des salariés des centres techniques de PSA, des cheminots et des postiers ! Une manifestation réussie qui doit encourager la suite car, repreneur ou pas, les ouvriers ont tout à gagner à s'organiser collectivement pour défendre leurs revendications, sauver leurs emplois ou vendre chèrement leur peau !